Rongemen 2.0
Bul

Denis de Rougemont (1951–1977)

Bulletin du Centre européen de la culture, articles (1951-1977) Trois initiales, ou raison d'être et objectifs du CEC (1959-1960) (1960)

Notre nom même provoque généralement les trois questions suivantes :

- qu'entendez-vous par culture?
- de quelle Europe s'agit-il?
- pourquoi faut-il un Centre en pareil domaine ?

Répondre à ces trois questions, très normales et très légitimes, ce sera définir du même coup la raison d'être de notre institution, l'esprit qui l'anime et les objectifs qu'elle s'est donnés dès sa création.

CULTURE a la réputation d'être un mot vague. Et il est vrai qu'on lui attribue des contenus assez divers. Mais si nous négligeons les disputes pédantes, il est facile de définir un sens commun à toutes les acceptions du terme. La culture a toujours désigné l'action créatrice de l'homme, sur les choses ou sur l'homme lui-même.

Dès notre Antiquité gréco-romaine, « cultiver » la terre ou l'esprit signifie : en tirer davantage que la Nature seule n'eût produit. Un champ de blé, une maison, un poème, une statue, un outil, une équation, résultent d'actes culturels, — artificiels. L'homme est cet animal qui tire de la Nature tout ce qui, sans lui, serait demeuré virtuel, et qui par lui devient le domaine de l'humain ; domaine du sens et de l'opération, de la transformation et de la puissance ; domaine d'une création au second degré. Culture, en somme, égale Nature plus homme.

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, en France et en Allemagne – Voltaire, Vauvenargues, Wieland, Herder –, plus tard en Angleterre – Newman, Matthew Arnold –, on se met à parler de la culture tout court, non plus seulement de la culture du sol, ou des lettres, ou de quelque activité précise.

Le terme étant entré dans l'usage courant, dès la fin du siècle dernier, on l'oppose fréquemment, pour mieux le préciser, au terme de civilisation. (Mais Français et Allemands s'entendent mal sur la définition et la valeur des deux termes, distingués d'une manière polémique : « Kultur » et « Civilisation » deviennent les slogans à tout faire des propagandes de guerre en 1914.)

Pour nous, qui ne sommes d'aucun parti nationaliste, s'il fallait prendre position dans le débat, nous dirions que la culture représente à nos yeux l'activité humaine créatrice de valeurs, de sens, d'œuvres nouvelles et d'inventions ; la civilisation étant plutôt l'ensemble ou le système des résultats sociaux, à la fois matériels et moraux, produits par cette activité.

Quoi qu'on en pense, un fait demeure indiscutable : le concept de culture en soi, d'activité prospective de l'esprit non liée par les règles du sacré ou les décrets de la politique, est un concept typiquement européen. Et cela seul peut expliquer ce grand paradoxe de l'Histoire :

que l'Europe, qui représente à peine le 5 % des terres du globe, assez pauvre en matières premières et moins peuplée que l'Inde ou que la Chine, ait en fait dominé le monde, de la Renaissance jusqu'aux débuts de notre siècle. Ce qui a permis de passer du « petit cap de l'Asie » à cette royauté longtemps incontestée — et qui peut renaître demain sous d'autres formes purifiées et libérales — ce n'est rien de naturel, rien de purement physique ; c'est précisément la culture.

L'Europe, c'est très peu de chose plus une culture.

Et voilà qui suffit, pratiquement, à définir le rôle actif et créateur de la culture, à faire voir qu'elle n'est pas un luxe, mais une nécessité vitale pour tous nos peuples. En effet, leur niveau de vie et leur statut social dépendent de leur économie ; celle-ci dépend de la technique et donc des sciences ; or les sciences ne sont nées en Europe et ne progressent dans l'univers qu'en vertu du complexe philosophique, éducatif, moral et spirituel qui demeure l'origine permanente de ce que nous appelons la culture, et de son dynamisme aventureux.

EUROPE, qui fut d'abord un mythe sémite et grec, puis une définition géographique — l'Ereb hébreux, le pays du couchant, part de Japhet, l'Asie étant à Sem, l'Afrique à Cham — l'Europe est à nos yeux une unité de culture. Sur la base de cette unité intégrant les apports les plus divers au cours des siècles, mais antérieure et supérieure à tous les découpages successifs de nos frontières nationales, l'union économique et politique de nos peuples peut et doit aujourd'hui s'édifier.

On nous demande : quelles seront ses limites? Nous refusons cette question mal posée. Car une culture ne saurait être définie par des bornes-frontières et un cordon douanier, mais seulement par son contenu vivant, par la cohérence de ses principes et par sa force de rayonnement.

L'Europe que nous voulons doit être à la mesure de cette force de rayonnement. Son découpage accidentel et temporaire en Europe de l'Ouest et de l'Est, en groupements de Six, de Sept, de Quinze, ou de Dix-Huit à la recherche difficile de leur union, dépend d'un jeu de forces politiques sur lequel nous sommes sans pouvoir, mais dont nous devons anticiper le dépassement. Nous travaillons ici pour la plus grande Europe, pour elle seule, à son seul service, conscients de servir du même coup la cause de l'unité mondiale.

Si réduits que soient encore nos moyens en proportion d'une telle mission, nous savons que cette faiblesse matérielle est la rançon de notre indépendance de tous partis, intérêts nationaux, groupements d'États ou même super-États. Nous entretenons avec eux tous des contacts souvent utiles et toujours amicaux. Plusieurs nous ont aidé dans notre tâche. Mais tous paraissent

^{1.} https://unige.ch/rougemont/articles/bcec/196006

avoir compris — et certains nous l'ont dit expressément — qu'il était juste et nécessaire de laisser libre de tous liens un Institut dont la mission est justement de voir plus loin, de préparer le terrain pour une plus vaste union.

Où sont les obstacles majeurs à cette union ? On nous répète qu'ils seraient dans les faits, dans les intérêts matériels. Mais nous pensons qu'ils sont d'abord dans les esprits, leurs préjugés et leurs routines. C'est donc là que nous avons à les combattre, en agissant en premier lieu sur ceux qui forment les esprits et l'opinion, mais également en saisissant toute occasion de réveiller chez les Européens les plus actifs la conscience de leur unité, de leur communauté de destin historique, et de leur mission commune dans un monde transformé par leur faute et par leur mérite.

Voilà définie notre Europe : c'est un champ de forces culturelles, sans frontières à l'extérieur, mais tout encombré de barrières et de chicanes périmées. Il s'agit donc d'une part de libérer ses diversités créatrices, en favorisant leurs échanges et leurs opérations communes ; d'autre part, de donner à l'ensemble ses meilleures chances de rayonnement mondial. Coordonner à l'intérieur, pour mieux représenter à l'extérieur.

CENTRE, à l'inverse du mot culture, évoque des images trop précises : celle d'une organisation géométrique, celle d'une bureaucratie, celle d'une uniformité de traitement imposée aux objets les plus divers et les plus éloignés ; et qui pis est, toutes ces images apparaissent particulièrement incompatibles avec les réalités de la culture créatrice telle que l'on vient de les décrire. D'où la question (forme polie d'une objection fondamentale) que l'on nous pose bien souvent : pourquoi faut-il un Centre, s'il s'agit de culture ?

D'une manière générale et dans une vue théorique de la culture, rien ne semble moins nécessaire, ou disons-le : plus prétentieux, voire nocif, que l'idée d'un Centre.

Ceci posé, regardons notre époque et le concret de ses problèmes. Voici le tableau, tel qu'il s'offrait à nous il y a dix ans.

À l'idée de culture en général, et d'unité de culture européenne en particulier, les chauvinismes et totalitarismes de toute couleur opposent la notion de « cultures nationales », qui est aussi fausse en fait qu'en droit. La culture à la fois antique, chrétienne, critique et scientifique, et qui est commune à tous nos peuples, se trouve cloisonnée par des barrières de préjugés partisans et nationalistes, plus paralysantes que les taxes frappant la circulation de ses instruments et de ses produits. Chaque groupement national croit avoir ses problèmes uniques, parce qu'il ignore ceux des autres, et prétend les résoudre seul, en toute ignorance des solutions déjà tentées ou trouvées ailleurs. Chacun s'épuise à découvrir son Amérique – quitte à se faire financer par elle, sous prétexte de sauvegarder sa sacro-sainte et fictive « souveraineté » par rapport aux voisins européens. Certes, ce sont des Européens surtout qui viennent de fabriquer la première Bombe, parce qu'ils étaient ensemble... en Amérique. Mais ici, chacun se plaint de manquer de fonds, parce que chacun s'enferme dans son trop petit pays. Partout la concurrence tue les initiatives, qu'un peu

d'esprit de coopération ferait réussir. Il faut un Centre, et il se crée, à la suite des congrès de La Haye et de Lausanne. Non dans l'idée de faire lui-même œuvre de créateur, bien entendu — un Centre n'écrit pas de poèmes — mais pour qu'il y ait quelque part en Europe un lieu où l'on se préoccupe de poser les problèmes communs et de grouper ceux qui peuvent les résoudre.

Cinq ans plus tard, 1955 : l'idée de coopération est entrée dans les mœurs, même culturelles. Les associations se sont multipliées : Instituts de recherches nucléaires, d'enseignement européen dans les universités, d'éducation scolaire et populaire ; festivals, guildes du livre, et du disque, agences de presse ; juristes, historiens, sociologues, éditeurs, ingénieurs, cinéastes, hygiénistes, pédagogues, sportifs même... Nous sommes sur la bonne voie. Mais deux dangers subsistent : les centres de coordination se sont multipliés au point de poser à leur tour un grave problème de coordination... et de financement ; et les déclarations d'intention européenne et fédéraliste tendent à devenir une rhétorique superficielle. Un travail de recherches en profondeur s'impose.

Les années 1956 à 1960 voient donc apparaître, en réponse à ces deux problèmes nouveaux, d'une part des fondations (Genève, puis Amsterdam, Bruxelles, Strasbourg) qui se proposent à la fois de regrouper et de financer les initiatives dispersées ; d'autre part des séminaires de recherches, des thèses, des enquêtes, des sondages, des numéros spéciaux de revues, et toute une bibliothèque d'ouvrages spécialisés sur les problèmes européens. L'action du CEC, en tout ceci, a parfois été décisive, encore qu'elle ne soit pas toujours bien visible à l'œil nu. Elle a donc justifié la raison d'être de l'institution — pour ceux qui savent, tout au moins ; plus rarement, il est vrai, aux yeux d'un grand public indifférent à la culture.



En 1960, faut-il encore un Centre?

Nous avons dit que la raison d'être d'une institution de ce genre n'existe pas en théorie, mais qu'elle répond à des problèmes concrets. En voici trois, qui se posent avec une insistance croissante.

1. Regroupement des efforts. La multiplicité des initiatives « européennes » dans le domaine très vaste que l'adjectif « culturel » peut servir à désigner, n'est pas un mal en soi, bien au contraire. Elle traduit les diversités réelles et organiques qui sont l'une des sources de la vitalité de notre culture. Il ne s'agit nullement de les uniformiser. Cependant, il est urgent de leur offrir les moyens pratiques d'échanger leurs expériences, d'éviter les fameux double-emplois (sans cesse dénoncés, mais sans cesse renaissants) et de mettre en pool celles de leurs activités et de leurs ressources - mais celles-là seules — qui bénéficieraient d'une intégration plus poussée. À l'heure où les institutions économiques et politiques de l'Europe naissante proclament leur volonté de concentrer autant que possible leurs services et leurs assemblées, un effort parallèle doit être entrepris dans le domaine de la culture. La vocation du CEC se trouve, ici encore, clairement inscrite dans les faits.

2. Recherches à l'échelle européenne. L'Europe n'est pas seulement le Musée du Monde, elle doit en rester le Laboratoire, tant pour les sciences (économie incluse) que pour les idées politiques, sociales, morales et philosophiques. Elle le doit pour le reste du Monde comme pour elle-même. Car une fédération de peuples embarqués pour un même destin, qui négligerait encore la recherche d'avant-garde et l'éducation générale, se verrait rapidement liquidée dans la compétition impitoyable désormais instaurée à l'échelle planétaire. Une aide puissante et cohérente doit être apportée sans retard à la recherche spécifiquement européenne. Puissante par les capitaux réunis : au regard de l'aide qu'apportent à la culture, aux recherches et à l'éducation les USA et l'URSS, nous sommes ridiculement sous-développés! Mais il est clair que les États, les organisations européennes officielles et le secteur privé ne pourront fournir l'aide requise que s'ils disposent d'une information sérieuse sur la conjoncture culturelle, par quoi nous entendons l'état des besoins existants, des recherches en cours ou à entreprendre, des instituts et des savants disponibles et compétents. C'est dire que le moment semble venu de former un Conseil des Recherches européennes, reprenant d'une manière systématique l'une des grandes idées qui avaient présidé à la création du CEC, et qu'il doit s'attacher maintenant à promouvoir.

3. Relations culturelles extérieures. Minorisée aux Nations unies, maintenue sous la pression constante d'idéologies nées de ses œuvres mais qui lui opposent désormais un visage méconnaissable et parfois hostile, l'Europe reste sans voix pour définir ses idéaux et affirmer sa vocation dans le monde actuel.

Il y a plus. Les difficultés immenses qui naissent du contact inévitable entre notre culture libérale et technique et les cultures traditionnelles de l'Asie, de l'Afrique et du Moyen-Orient, appellent des études et des solutions qu'aucun de nos États ne peut élaborer et encore moins faire accepter à lui tout seul. Les difficultés sont d'ordre culturel bien avant d'être politiques. Et l'avenir de l'économie, désormais mondiale, que l'Europe seule peut à la fois équilibrer et animer, en dépend de toute évidence. C'est ici la nécessité de *Relations culturelles européennes* qui se fait jour.

Le besoin d'une coordination entre nos forces culturelles, et le besoin de représentation commune de ces forces vis-à-vis du reste du monde, nous appellent et nous poussent dans le même sens. Rien de plus efficace pour unir nos élites que la confrontation de leurs diversités avec d'autres cultures ou civilisations : vue de l'extérieur, l'Europe forme un tout évident. En retour, nos différentes nations ne pourront engager le dialogue nécessaire avec les autres traditions de culture que si elles se présentent au nom de l'Europe entière, sûre de sa vocation, et donc ouverte au monde.

Telles sont les perspectives immédiates et prochaines qui s'ouvrent à l'action du CEC, parce qu'il a su durer et préparer des voies pour le temps,

désormais venu, où la situation générale permettrait de plus amples entreprises.